
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 11 (1983)

DOI: 10.11588/fr.1983.0.51406

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

specific historical circumstances. As to Bismarck's alleged Bonapartism, for instance, he concludes that differences of social and institutional structure probably outweigh certain similarities of political technique. This is to corroborate the conclusions of the Augsburg colloquium and to point us in the direction of more thorough and painstaking comparative history.

Allan MITCHELL, San Diego

George WEISZ, *The Emergence of Modern Universities in France (1863–1914)*, Princeton (University Press) 1983, 397 p.

Cet ouvrage, fondé sur des sources imprimées et un corpus bibliographique sinon exhaustif du moins considérable (cf. les notes infrapaginales et la note bibliographique en fin de volume) comble très heureusement, pour la période 1870–1914 une lacune à la fois regrettable et paradoxale: nous ne disposons pas encore d'une histoire contemporaine de l'enseignement supérieur français de la Révolution à nos jours si l'on excepte la contribution majeure de Louis Liard publiée en 1893 et quelques chapitres insérés dans diverses histoires de l'Education (Félix Ponteil, Antoine Prost ou Paul Gerbod etc.).

L'auteur après avoir défini le système d'enseignement supérieur français tel qu'il s'est reconstitué et modifié depuis la Révolution jusqu'à la fin du Second Empire, s'attache à partir de la page 54 à montrer dans quelles conditions et selon quel processus a été élaborée la réforme universitaire ou plus exactement la transformation des facultés de l'Etat (théologie, droit, médecine, pharmacie, sciences et lettres) en grandes universités régionales au nombre de seize, disposant d'une plus grande autonomie financière et d'un prestige accru dans l'opinion nationale et internationale. Il entreprend ensuite de dresser le bilan de cette mutation juridique, politique et psychologique pour la période 1896–1914. Ces nouvelles universités ont-elles mis tout en œuvre pour combler le retard économique et technologique et former les futures élites de l'industrie, du commerce et de l'administration coloniale? Sont-elles devenues des centres éminents de la recherche scientifique à la fois fondamentale et appliquée avec leurs laboratoires, leurs publications d'enseignants (articles et ouvrages) et d'étudiants (cf. les thèses de doctorat)? Ont-elles réussi à jouer un rôle politique et idéologique, au service de la Troisième République? Ont-elles su enfin s'ouvrir à des clientèles étudiantes à la fois plus nombreuses et surtout différentes (du point de vue sociologique, ethnique et féminin)? A ces diverses questions, l'auteur apporte des réponses précises et fort nuancées. Il lui reste à évoquer en toute impartialité les modifications introduites dans le statut financier et social du personnel enseignant, le comportement des étudiants et l'image de l'enseignement supérieur dans l'opinion elle-même (cf. la «crise» de la Sorbonne dans les années 1900).

Il s'agit là d'une recherche importante et consciencieuse, bien documentée (en dépit d'un certain nombre de lacunes) et menée de manière très méthodique. On doit néanmoins formuler une série de réserves ou d'interrogations: une importance trop grande a été accordée à la transformation des facultés de l'Etat en universités, le rôle éminent des «grandes écoles» et des écoles professionnelles fondées en dehors des universités a été minimisé, les aspects pédagogiques (structure des études et leur contenu) ont été quelque peu négligés. On saisit mal l'évolution globale du système universitaire entre 1863 et 1914, compte-tenu de la coupure analytique introduite entre 1880 et 1896 à propos de la «réforme Liard»; de plus, n'aurait-il pas fallu cerner de plus près le rôle des facultés dans la formation des cadres de la nation (médecine, droit, enseignement, industrie et commerce ou administration)?

Paul GERBOD, Paris